

**RECEPISSE DE DECLARATION  
CONCERNANT  
LE REMPLACEMENT D'UNE BUSE PAR UNE PASSERELLE  
SUR LE RUISSEAU DE STER AR PONT MEN  
FORÊT DOMANIALE DE LANDEVENNEC  
LE NEIZIG**

**COMMUNE D'ARGOL**

**Dossier n°Gun 0100033542**

**TRAVAUX POUVANT DEBUTER APRES LE 7 janvier 2024  
sauf opposition ou demande(s) de compléments ou prescriptions particulières**

**LE PREFET DU FINISTÈRE,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** le Code civil, et notamment son article 640 ;
- VU** le Code de l'environnement, et notamment les articles L.214-1 à L.214-8 et R.214-1 à R.214-56 ;
- VU** la déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement reçue complète le 7 novembre 2023, présentée par **l'Office National des Forêts, Agence régionale de Bretagne, 211 rue de Fougères 35706 RENNES CEDEX** portant sur le remplacement d'une buse par une passerelle sur le ruisseau de Ster ar pont men dont la réalisation est prévue sur le territoire de la commune d' ARGOL.

**DONNE RECEPISSE A :**

**Office National des Forêts  
Agence régionale de Bretagne  
211 rue de Fougères  
CS 20229  
35706 RENNES CEDEX7**

de sa déclaration concernant :

**LE REMPLACEMENT D'UNE BUSE PAR UNE PASSERELLE SUR LE RUISSEAU DE STER AR PONT MENFORÊT DOMANIALE DE LANDEVENNEC dont la réalisation est prévue sur le**

**territoire de la commune d'ARGOL**, conformément au document joint à la déclaration reçu le 7 novembre 2023.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement.

La rubrique concernée du Code de l'environnement (article R.214-1) est la suivante :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Régime</b>	<b>Arrêtés de prescriptions générales correspondants</b>
3.1.2.0	<i>Installations ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur inférieure à 100 m.</i>	Déclaration	<i>Arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration</i>
3.1.5.0	<i>Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens sur moins de 200 m<sup>2</sup> de frayères.</i>	Déclaration	<i>Arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration.</i>

- 1) **Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 7 janvier 2024** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de la réception du dossier de déclaration complet, conformément à l'article R.214-35 du Code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations. **Selon le cas, la date du délai d'instruction pourra donc être retardée.**

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de la commune de **ARGOL** où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et où le dossier pourra être consulté. De plus, le présent récépissé sera mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de 4 mois dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de la commune de ARGOL. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours par les tiers continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

**2) Le déclarant est informé des dispositions suivantes :**

- a) S'il veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation, l'ouvrage, les travaux ou les activités, il en fait la demande au préfet qui statue par arrêté ;
- b) En application de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des

travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration ;

- c) Si l'installation n'a pas été mise en service, l'ouvrage n'a pas été construit ou le travail n'a pas été exécuté ou bien l'activité n'a pas été exercée, **dans le délai de 3 ans** à compter de la date de réception du dossier de déclaration reçu complet, cette déclaration cesse de produire effet.
- d) Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements.  
Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ;
- e) Tout incident ou accident intéressant une installation, un ouvrage des travaux ou une activité, de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement doit être déclaré au préfet et au maire de la commune concernée ;
- f) La remise en service d'un ouvrage, d'une installation, d'un aménagement, momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, est subordonnée à une nouvelle déclaration si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, des installations, de l'aménagement ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation ;
- g) En cas de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes.
- 3) Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du Code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.
- 4) Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- 5) Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations (notamment celles relatives au permis de construire).

À Quimper, le 7 novembre 2023  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des  
territoires et de la mer et par  
subdélégation,  
Le chef du service eau et biodiversité,

Guillaume HOFFLER

